

ZAMBIE. L'OPPOSITION ENTRE UNE NOUVELLE CULTURE DES DROITS HUMAINS ET UNE CULTURE BIEN ANCRÉE DE L'IMPUNITÉ

COMMUNICATION D'AMNESTY INTERNATIONAL POUR LA 42^E SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EPU, 30 JANVIER 2023 (ANNEXES EN ANGLAIS)

RÉSUMÉ

La présente communication a été préparée pour les besoins du prochain Examen périodique universel (EPU) de la Zambie, qui doit se tenir en janvier 2023. Amnesty International y examine la mise en œuvre des recommandations formulées lors du précédent EPU du pays, fait le point sur le cadre national de protection des droits humains et sur la situation de ces droits sur le terrain, puis adresse des recommandations au gouvernement zambien pour remédier aux problèmes en matière de droits humains évoqués dans le présent rapport.

Le 12 août 2021, un nouveau gouvernement sous la houlette du président Hakainde Hichilema a été mis en place dans le cadre d'un transfert pacifique de pouvoir. Le Parti uni pour le développement national (UPND), principal parti d'opposition, a battu le Front patriotique (PF), mettant fin à 10 années de règne de ce parti. Lorsqu'il a pris ses fonctions le 24 août 2021, Hakainde Hichilema s'est engagé à faire respecter les droits constitutionnels ainsi qu'à défendre et promouvoir les droits humains, en particulier les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, qui ont été gravement entamés pendant le règne du PF, sous le mandat de l'ancien président Edgar Lungu.

Certains traités en matière de droits humains n'ont cependant toujours pas été ratifiés, notamment le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et les Protocoles facultatifs se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant.

Amnesty International s'inquiète également du recours excessif à la force de la part de la police et de l'impunité qui règne à l'égard de ces violations, ainsi que de la discrimination et des violences que subissent les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI).

LE PRÉCÉDENT EXAMEN ET SES SUITES

1. Lors de son troisième examen, en 2017, la Zambie a accepté 183 des 203 recommandations formulées à son intention, en a partiellement accepté une autre et pris acte des 19 restantes¹. En dépit de cela, très peu ont été mises en œuvre.
2. Pourtant, le président Hakainde Hichilema, qui est arrivé au pouvoir en 2021, a ouvertement déclaré sa volonté de diriger un pays respectueux des droits humains et a informé Amnesty International que son gouvernement « [voulait] institutionnaliser les droits humains² ».
3. Le pays s'est engagé à rendre l'enseignement primaire gratuit sur l'ensemble de son territoire³. Sous le gouvernement de Hakainde Hichilema, l'enseignement primaire et secondaire est désormais gratuit. Ceci s'inscrit dans le cadre d'une politique visant à éliminer les obstacles à l'éducation. Cependant, les établissements scolaires font toujours face à des pénuries de ressources, qu'il s'agisse de salles de classe, de livres ou de matériel d'apprentissage.
4. La Zambie a aussi approuvé des recommandations l'invitant à remédier à la situation des personnes atteintes d'albinisme, en faisant le nécessaire pour les protéger contre les agressions et les meurtres⁴. En dépit de cela, des personnes atteintes d'albinisme ont continué d'être la cible de violentes attaques et de mutilations en raison de fausses croyances sur l'albinisme relevant de la superstition.
5. La Zambie n'a malheureusement fait que prendre acte de 19 recommandations concernant la ratification de traités internationaux sur les droits humains et sa participation à des mécanismes des Nations unies. Ceci concerne notamment la nécessité de ratifier le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui vise à abolir la peine de mort, et le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.⁵
6. Bien que le pays se soit engagé à faire le nécessaire pour que les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique soient respectés, protégés, promus et réalisés⁶, le processus de modification des lois répressives qui menacent ces libertés est lent.
7. En dépit de promesses de réforme⁷, la législation pénale sur la diffamation continue d'être utilisée pour faire taire les critiques contre le président.
8. Le précédent gouvernement PF a souvent eu recours à des lois répressives et des réglementations arbitraires pour intensifier les attaques contre la liberté des médias et la liberté de réunion pacifique dans le pays, en particulier à l'approche des élections partielles de 2019 et de l'élection générale de 2011. Des professionnels des médias, des militant-e-s politiques et d'autres personnes critiques à l'égard du gouvernement ont subi des actes de harcèlement et d'intimidation de la part de membres des forces de sécurité et de cadres politiques affiliés au PF. Ce, bien que la Zambie ait accepté, lors de l'examen précédent, une recommandation l'exhortant à faire respecter les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique, afin de créer un environnement plus propice à l'état de droit dans le pays⁸.
9. La Zambie s'est aussi engagée à inviter les procédures spéciales des Nations unies, notamment la rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et la rapporteuse spéciale sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, à venir dans le pays⁹. Amnesty International constate que seule la rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation s'est rendue en Zambie, en mai 2017.

LE CADRE NATIONAL DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS

10. Malgré le fait que la Zambie a instauré un Plan de développement national 2017-2021, qui l'engage à mettre en place des politiques et des stratégies visant à renforcer l'accès à la justice et le respect de l'état de droit et des droits humains et à promulguer « une législation conséquente pour donner effet aux dispositions de la Constitution », ces résolutions sont majoritairement restées lettre morte. Depuis le dernier examen, des lois répressives continuent d'être en vigueur et de servir à restreindre les droits humains.

11. Bien qu'elle se soit engagée à mettre en place une Charte des droits renforcée dans le cadre de son Plan de développement national et qu'elle ait accepté des recommandations l'invitant à « élargir la portée de [cette] Charte »¹⁰, la Zambie n'a pas encore établi d'agenda juridique pour les consultations publiques à mener concernant la modification de la Charte des droits afin d'y inclure les droits économiques, sociaux et culturels et de garantir que le droit à l'alimentation y soit inscrit et puisse faire l'objet de jugements par les tribunaux.
12. Dans ce contexte, les autorités ont adopté, en mars 2021, la Loi sur la cybersécurité et la cybercriminalité¹¹, qui entrave la jouissance des droits numériques et met en péril la liberté d'expression. La loi contient des clauses formulées de façon floue et trop vague, qui peuvent restreindre le travail des journalistes. Le président Hakainde Hichilema a fait part de sa volonté de la réviser et de la modifier¹².
13. Le 15 février 2022, la Zambia Law Development Commission (ZLDC, Commission zambienne pour le développement du droit) a présenté un rapport détaillé sur les lois incompatibles avec les normes internationales relatives aux droits humains et qui nécessitent d'être réformées¹³. Celles-ci incluent les lois relatives aux insultes et à la diffamation et celles sur l'âge minimum de responsabilité pénale. Le rapport appelait aussi à abolir la peine de mort. La Zambie n'a pas encore ratifié les principaux traités internationaux relatifs aux droits humains qui concernent ces lois¹⁴.

LA SITUATION DES DROITS HUMAINS SUR LE TERRAIN

Restriction de la liberté d'expression et de la presse

14. Pendant le mandat de l'ancien président Edgar Lungu, qui a duré du 25 janvier 2015 au 24 août 2021, le droit à la liberté d'expression a fait l'objet d'une érosion systématique. L'État s'est principalement servi de la législation pour ériger en infractions la contestation pacifique, et inculper les détracteurs du gouvernement de tout un éventail d'infractions, dont la diffamation, l'incitation au désordre public et la sédition. Des responsables de l'opposition, des militant-e-s et d'autres personnes ont été arrêtés pour avoir remis en cause certaines décisions gouvernementales.
15. En août 2019, Chishimba Kambwili, alors président du Congrès démocratique national (NDC), a été arrêté pour diffamation envers la personne du président Edgar Lungu après la publication d'une vidéo dans laquelle il aurait qualifié à mots couverts le chef de l'État de chien¹⁵. Sur ces images, qui se sont propagées sur les réseaux sociaux, il déclarait : « Certains chiens de Chawama n'en ont pas assez de voyager ». Chawama est un quartier de Lusaka, la capitale, où Edgar Lungu vivait auparavant et dont il a été député. Au moment de la publication de cette vidéo, celui-ci voyageait à l'étranger, notamment en Inde et au Japon.
16. Sous l'actuel gouvernement du président Hakainde Hichilema, les arrestations des opposant-e-s continuent. Raphael Nakacinda, membre du PF et cadre de l'opposition, a été arrêté en décembre 2021 à Lusaka, pour insulte contre le président, après qu'il avait conseillé à ce dernier, en déplacements fréquents, de « poser ses fesses » et de s'occuper du grave problème que posait à ce moment-là le coût élevé de la vie¹⁶. En janvier 2022, il a fait l'objet d'une nouvelle arrestation pour diffamation envers la personne du président¹⁷. Enfin, Chilufya Tayali, dirigeant du Parti de l'économie et de l'équité (EEP) a été arrêté le 19 mai 2022 pour le même motif¹⁸.
17. La Loi de 2021 sur la cybersécurité et la cybercriminalité a servi à réduire au silence la mobilisation en ligne. Conçue dans le but de protéger les gens contre diverses formes de violences en ligne, cette loi contient néanmoins des dispositions draconiennes, qui autorisent les infractions du droit à la vie privée, accordent aux autorités des pouvoirs absolus pour procéder à des perquisitions et de saisies sans mandats et permettent d'ordonner des coupures de l'accès à Internet. Toutes ces mesures vont à l'encontre d'une société ouverte et du droit à la liberté d'expression.
18. En mai 2021, le Dr Brian Sampa, président de l'Association des médecins résidents de Zambie (RDAZ), a été suspendu par le Conseil professionnel de santé de Zambie (HPCZ) après qu'il a convoqué une réunion, le 19 mai,

pour appeler à la grève contre les mauvaises conditions de travail et les retards de versement des traitements et indemnités des médecins¹⁹. Il a par la suite été licencié d'un poste de fonctionnaire par le ministère de la Santé pour avoir incité les médecins à participer à une grève perlée d'une semaine²⁰. Comme il continuait de communiquer avec des membres de l'association par le biais de l'application Zoom, l'inspecteur général de la police a menacé de l'arrêter, ainsi que tout autre participant-e aux réunions Zoom, en vertu de la Loi sur la cybersécurité et la cybercriminalité récemment adoptée²¹.

19. Les médias n'ont pas été épargnés. Le précédent gouvernement PF a affaibli le fonctionnement des médias, en se servant d'institutions étatiques pour fermer des médias critiques indépendants, en particulier ceux considérés comme des plateformes pour l'opposition et la société civile.
20. En octobre 2017, l'autorité nationale de régulation des médias (IBA) a sommé les dirigeants de la chaîne Prime Television de répondre aux allégations selon lesquelles ils auraient enfreint les termes de leur licence de diffusion dans le cadre d'un sujet sur Everisto Mwalilino, alors candidat de l'UPND aux élections législatives pour la circonscription de Kalulushi, qui avait accusé des responsables du gouvernement PF de fraude électorale²². À la suite de quoi, en avril 2020, l'IBA a annulé la licence de la chaîne « pour garantir la sécurité, la paix, le bien-être et le bon ordre publics », après que celle-ci a couvert des sujets sur la corruption en période de COVID-19 et le projet de loi n° 10²³. Puis, en août 2021, l'IBA a autorisé Prime Television à émettre de nouveau, 16 mois après lui avoir retiré sa licence pour les raisons d'« intérêt public » invoquées ci-dessus²⁴.
21. Les menaces contre les médias indépendants n'ont pas cessé sous le nouveau gouvernement UNPD. En juin 2022, le député de Kankoyo, Heartson Mabeta, a menacé de fermeture News Diggers, un journal privé populaire, après que ce dernier a publié un article qui citait le secrétaire général de l'UNPD disant que le parti, qui a été élu sur une plateforme de création d'emplois, n'avait signé aucun contrat en garantissant un à qui que ce soit²⁵.
22. Les violences et le harcèlement contre les journalistes qui travaillent pour des médias indépendants, de même que les dommages à la propriété de ces derniers, étaient monnaie courante sous le précédent gouvernement PF. Des membres de ce parti ont eu recours à la violence pour empêcher les médias de diffuser des programmes dans lesquels s'exprimaient des dirigeant-e-s de l'opposition. En avril 2019, par exemple, des cadres du PF ont interrompu un programme en direct de la station radio Power FM, dans la Province centrale, dont l'invité était Chishimba Kambwili, alors dirigeant du parti d'opposition NDC²⁶. Mis en rage par les critiques émises par Kambwili à l'égard du gouvernement, ils ont forcé les portes du studio, ont stoppé le programme de force, menacé de tuer Kambwili et détruit des biens appartenant à la station²⁷. Malgré une déclaration des faits à la police, aucun des coupables n'a été arrêté.
23. Des attaques contre les médias ont continué de se produire sous le nouveau gouvernement. Le 4 décembre 2021, des cadres de l'UPND ont attaqué la station de radio Mpika FM et exigé l'arrêt d'un programme où intervenait un député affilié au PF²⁸.

Liberté de réunion pacifique, usage excessif de la force et impunité

24. Pendant le règne du PF, la police appliquait encore, de façon sélective, la Loi de 1955 relative à l'ordre public, en imposant des restrictions au droit à la liberté de réunion des partis d'opposition et des organisations de la société civile. Selon l'article 5(4) de cette loi, toute personne désirant organiser une réunion publique, une procession ou une manifestation doit le signaler à la police sept jours auparavant. Aucune approbation formelle de la part des autorités n'est requise par la loi pour de telles réunions. Néanmoins, selon l'interprétation qu'en fait la police, une autorisation est requise avant tout rassemblement public.
25. Sous le gouvernement PF, les rassemblements pacifiques organisés par des partis politiques ou des organisations de la société civile et des militant-e-s étaient soit interdits, soit dispersés par la police, qui faisait usage d'une force excessive. Les responsables présumés de ce recours excessif à la force n'étaient cependant que rarement amenés à rendre des comptes pour leurs actions. En avril 2017, la police a interrompu un rassemblement de l'UPND à Kanyama, un quartier de Lusaka, la capitale, pour des raisons de « sécurité »²⁹. L'UPND avait prévenu la police de

cette réunion. Celle-ci l'a néanmoins illégalement dispersée, provoquant la mort de Stephen Kalipa, l'un des manifestants, âgé de 20 ans³⁰. Bien qu'une enquête ait été ouverte la même année, personne n'a encore été arrêté en lien avec cette affaire.

26. Depuis l'arrivée de Hakainde Hichilema à la tête de l'État, de violents affrontements se sont périodiquement produits entre les sympathisant-e-s du PF, le précédent parti au pouvoir, et ceux de l'UPND, le parti de l'actuel président. En décembre 2021, des incidents analogues ont entaché les élections législatives partielles de la circonscription de Kaumbwe, dans la Province de l'Est, où des cadres de l'UPND, le parti au pouvoir, sont soupçonnés d'avoir attaqué les équipes de campagne du Parti socialiste et du PF, qui appartiennent à l'opposition³¹. La circonscription de Kabwata, à Lusaka, a aussi été le théâtre d'une série d'épisodes violents lors de l'élection partielle de février 2022, au cours de laquelle des sympathisant-e-s du parti d'opposition PF ont été battus, apparemment par des cadres de l'UPND³².

Peine de mort

27. Lors du dernier EPU, la Zambie a rejeté les recommandations qui lui étaient faites d'abolir la peine capitale, en s'appuyant sur l'absence d'exécutions dans le pays depuis 1997. Le pays a pourtant continué de commuer les condamnations à mort. Le 24 mai 2022, le président Hakainde Hichilema s'est engagé à abolir la peine de mort³³. Il s'est aussi déclaré déterminé à travailler de concert avec le Parlement pour modifier les lois pénales du pays en vertu desquelles elle est autorisée, afin que cette peine soit entièrement interdite.
28. Lors de cette annonce, le président a également déclaré qu'il commuerait 30 condamnations à mort en peines de prison à vie.

Personnes atteintes d'albinisme

29. Cette année encore, des personnes atteintes d'albinisme ont été la cible de violentes attaques et de mutilations en raison de fausses croyances sur l'albinisme relevant de la superstition. En juin 2021, des membres du crime organisé se faisant passer pour des policiers ont attaqué une maison dans le district de Senga et ont mutilé une enfant de deux ans³⁴. En juillet de la même année, un garçon de neuf ans du district de Chasefu a eu les doigts tranchés par deux hommes, dont un membre de sa famille. L'un des deux agresseurs s'est enfui et l'autre a été arrêté et placé en détention provisoire³⁵. Le dernier incident rapporté de ce type s'est produit le 25 juin 2022, lorsqu'un garçon de 10 ans a eu un doigt tranché par trois personnes identifiées³⁶.

Droits des lesbiennes, des gays et des personnes bisexuelles, transgenres et intersexes

30. Lors de son précédent examen, la Zambie n'a fait que prendre note des recommandations qui lui étaient faites d'abroger les lois qui érigent en infractions les rapports entre adultes consentants du même sexe et de réviser l'ensemble de sa législation, de ses politiques et de ses programmes afin de promouvoir l'égalité et d'empêcher toute discrimination fondée sur une identité de genre ou une orientation sexuelle réelle ou supposée³⁷. Cette décision s'inscrit dans la continuité de celles qu'avait prises la Zambie lors des deux examens antérieurs de 2008 et 2012, où elle avait également rejeté des recommandations de dépénaliser les rapports entre personnes consentantes du même sexe.
31. Le 27 novembre 2019, la Haute Cour de Lusaka a condamné deux hommes, Japhet Chataba et Steven Sambo, à 15 ans de prison pour avoir eu des relations sexuelles consensuelles entre personnes du même sexe dans un hôtel en 2017³⁸. L'ancien président Edgar Lungu a pardonné le couple en mai 2020, dans le cadre de 3 000 grâces qu'il a accordées à l'occasion de la Journée mondiale de l'Afrique³⁹.
32. En mai 2022, l'actuel président, Hakainde Hichilema, a réaffirmé sa position à l'égard des droits de personnes homosexuelles, déclarant qu'il avait toujours été contre l'homosexualité, même quand il appartenait à l'opposition⁴⁰. Cette déclaration a suivi des propos tenus par la ministre de l'Information et des Médias, Chushi Kasanda, lors de sa première conférence de presse en septembre 2021, où elle affirmait que, la Zambie étant une nation chrétienne, le gouvernement UPND ne soutenait pas les droits des personnes homosexuelles⁴¹.

RECOMMANDATIONS À L'ÉTAT SOUMIS À L'EXAMEN

Amnesty International demande au gouvernement zambien de :

Cadre national de protection des droits humains

33. Établir aussi rapidement que possible une feuille de route claire pour l'institutionnalisation des droits humains par le biais de réformes juridiques et institutionnelles.
34. Fournir un agenda juridique pour les consultations publiques à mener concernant la modification de la Charte des droits afin d'y inclure les droits économiques, sociaux et culturels et de garantir que le droit à l'alimentation y soit inscrit et puisse faire l'objet de jugements par les tribunaux.

Restriction de la liberté d'expression et de la presse

35. Abroger l'article 69 du Code pénal sur la diffamation envers la personne du président, conformément à de précédentes recommandations.
36. Abroger les articles de la Loi sur la cybersécurité et la cybercriminalité qui sont incompatibles avec les normes du droit international relatif aux droits humains et sont en contradiction avec celles-ci.
37. Lancer une invitation permanente à toutes les procédures spéciales des Nations unies, conformément aux engagements déjà pris par la Zambie.
38. Promulguer rapidement le projet de loi sur l'Accès à l'information et le mettre en application.

Liberté de réunion pacifique, usage excessif de la force et impunité

39. Interdire le recours aux tirs à balles réelles dans les situations de contrôle des foules et de maintien de l'ordre public, conformément aux Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois des Nations unies.
40. Abroger ou modifier les lois qui violent les droits à la liberté de réunion, notamment la Loi relative à l'ordre public et les clauses du Code pénal relatives à la diffamation, et veiller à ce qu'elles se conforment aux dispositions du droit international en matière de droits humains, dont la Zambie est un État partie, en particulier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.
41. Veiller à ce que les violations des droits humains commises par les services de sécurité de l'État, notamment le service de police zambien, ne se reproduisent plus, en mettant en œuvre un programme de réformes institutionnelles et autres qui garantisse le respect de l'état de droit et encourage le respect des droits humains.

Peine de mort

42. Ratifier sans réserve le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant l'abolition de la peine de mort, ainsi qu'il a déjà été recommandé.
43. Instituer un moratoire officiel sur les exécutions en vue de l'abolition de la peine de mort.
44. Réviser tous les cas de peine de mort, dans la perspective de commuer toutes ces peines en peines de prison.

Droits des personnes atteintes d'albinisme

45. Protéger les personnes atteintes d'albinisme de toutes nouvelles attaques en les logeant dans des maisons sécurisées, en assurant des patrouilles de police visibles et en accélérant les poursuites contre les personnes soupçonnées d'avoir perpétré de telles attaques.

46. Mener des programmes d'éducation de la communauté afin de déconstruire les croyances superstitieuses selon lesquelles des parties des corps des personnes atteintes d'albinisme apportent la chance en affaires et en politique.

Droits des lesbiennes, des gays et des personnes bisexuelles, transgenres et intersexes

47. Abroger les lois qui érigent en infractions les rapports entre adultes consentant-e-s du même sexe et réviser l'ensemble de la législation, des politiques et des programmes afin de promouvoir l'égalité et d'empêcher toute discrimination fondée sur une identité de genre ou une orientation sexuelle réelle ou supposée.

ANNEX 1

KEY AMNESTY INTERNATIONAL DOCUMENTS FOR FURTHER REFERENCE

Zambia: Amnesty International Secretary General urges President Hichilema to move with speed to honour his commitment to human rights, March 21, 2022. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/03/zambia-amnesty-international-secretary-general-urges-president-hichilema-to-move-with-speed/>

Zambia: End of visit to Zambia statement, Zambia: End of visit to Zambia statement (Index Number: AFR 63/5376/2022), March 21, 2022. <https://www.amnesty.org/en/documents/afr63/5376/2022/en/>

Zambia: President-elect Hakainde Hichilema must turn the tide on repression, August 24, 2021. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/08/zambia-president-elect-hakainde-hichilema-must-turn-the-tide-on-repression/>

Zambia: Ruling by fear and repression (Index Number: AFR 63/4057/2021), June 28, 2021. <https://www.amnesty.org/en/documents/afr63/4057/2021/en/>

Zambia: Authorities escalate attacks on dissent by denying youth leaders right to protest (Index Number: AFR 63/2571/2020), June 24, 2020. <https://www.amnesty.org/en/documents/afr63/2571/2020/en/>

Zambia: Authorities must immediately reinstate broadcasting license of Prime TV and stop targeting the station, (Index Number: AFR 63/2140/2020), April 14, 2020. <https://www.amnesty.org/en/documents/afr63/2140/2020/en/>

ANNEX 2

MATRIX OF RECOMMENDATIONS FROM THE PREVIOUS CYCLE, WITH COMMENTS ON PROGRESS

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Theme: A12 Acceptance of international norms			
<p>131.10 Ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty, and the Optional Protocol to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, as well as the three Optional Protocols to the Convention on the Rights of the Child (Spain);</p> <p>Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2c</p> <p>Comments: Ratification of ICCPR-OP2 is NOTED. The remaining part of the recommendation is supported.</p>	Supported/Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D1 Civil & political rights - general measures of implementation</p> <p>D23 Death penalty</p> <p>F12 Discrimination against women</p> <p>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general - women - children 	Not Implemented
<p>131.28 Ratify the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Denmark) (Ghana);</p> <p>Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b</p>	Supported	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	Not implemented
<p>131.29 Consider ratification of the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Georgia);</p> <p>Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b</p>	Supported	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	Not implemented
<p>131.32 Ratify the Convention against Discrimination in Education (Portugal);</p> <p>Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b</p>	Supported	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>E51 Right to education - General</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	Implemented
<p>131.3 Ratify the Optional Protocols to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment and the Convention on the Rights of Persons with Disabilities, as well as the two Optional Protocols to the Convention on the Rights of the Child (Guatemala);</p> <p>Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & 2b</p>	Supported	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>F12 Discrimination against women</p> <p>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p>Affected persons:</p>	Not Implemented
<p>131.13 Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the sale of children, child prostitution and child pornography and the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict (Armenia);</p> <p>Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b</p>	Supported	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p>F33 Children: protection against exploitation</p> <p>F35 Children in armed conflict</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - children 	Not Implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
131.14 Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the sale of children, child prostitution and child pornography and the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict (Benin); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	A12 Acceptance of international norms F31 Children: definition; general principles; protection F33 Children: protection against exploitation F35 Children in armed conflict S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not Implemented
131.15 Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict and the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the sale of children, child prostitution and child pornography (India); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para .2b	Supported	A12 Acceptance of international norms F31 Children: definition; general principles; protection F33 Children: protection against exploitation F35 Children in armed conflict S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not Implemented
131.16 Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict and the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the sale of children, child prostitution and child pornography (Botswana); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para .2b	Supported	A12 Acceptance of international norms F31 Children: definition; general principles; protection F33 Children: protection against exploitation F35 Children in armed conflict S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not Implemented
131.12 Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the sale of children, child prostitution and child pornography (Togo); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	A12 Acceptance of international norms F31 Children: definition; general principles; protection F33 Children: protection against exploitation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not Implemented
131.21 Ratify the first and second Optional Protocols to the Convention on the Rights of the Child (Rwanda); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	A12 Acceptance of international norms F31 Children: definition; general principles; protection F33 Children: protection against exploitation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not Implemented
131.22 Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the sale of children, child prostitution and child pornography (Congo); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	A12 Acceptance of international norms F31 Children: definition; general principles; protection F33 Children: protection against exploitation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not Implemented
131.23 Continue its efforts to sign and ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of Children (Chile); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	A12 Acceptance of international norms F31 Children: definition; general principles; protection F33 Children: protection against exploitation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not Implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
131.11 Ratify the Optional Protocols to the Convention on the Rights of the Child (Angola); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	A12 Acceptance of international norms F31 Children: definition; general principles; protection S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not Implemented
131.17 Ratify the first and second Optional Protocols to the Convention on the Rights of the Child (Iraq); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	A12 Acceptance of international norms F31 Children: definition; general principles; protection S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not Implemented
131.20 Ratify all three optional protocols to the Convention on the Rights of the Child (Slovakia); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	A12 Acceptance of international norms F31 Children: definition; general principles; protection S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not Implemented
131.77 Ratify the Optional Protocols of the Convention of the Rights of the Child, raise the age of criminal responsibility to 18 years, ensure the adequate separation of children and adults in penitentiaries and jails, and ensure due legal representation for children and persons under 18 years of age within the judicial system (Paraguay); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	A12 Acceptance of international norms F34 Children: Juvenile justice D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not Implemented
131.31 Expedite the process to ratify important international instruments relevant for the advancement of human rights in Zambia, including the Optional Protocol to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities, the Optional Protocol to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women and the two Optional Protocols to the Convention on the Rights of the Child (Uganda); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	A12 Acceptance of international norms F4 Persons with disabilities F12 Discrimination against women F31 Children: definition; general principles; protection S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - women - children - persons with disabilities	Not Implemented
131.30 Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (Ghana); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	A12 Acceptance of international norms F4 Persons with disabilities S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons with disabilities	Not Implemented
131.35 Ratify all the different conventions and protocols relating to human rights to ensure their enjoyment by its citizens (Chad); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	
131.36 Ratify those international human rights instruments which have not been ratified (Mongolia); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented

Theme: A21 National Mechanisms for Reporting and Follow-up (NMRF)

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
129.18 Consider the establishment of a, or strengthen the existing national mechanism for coordination, implementation, reporting and follow-up, in line with elements arising from good practices identified in the 2016 OHCHR guide on national mechanisms for reporting and follow-up (Portugal); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	A21 National Mechanisms for Reporting and Follow-up (NMRF) A23 Follow-up to treaty bodies A25 Follow-up to special procedures A27 Follow-up to Universal Periodic Review (UPR) A42 Institutions & policies - General A44 Structure of the national human rights machinery S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
Theme: A23 Follow-up to treaty bodies			
129.15 Implement the Convention on the Rights of Child in the context of its national policy on children (Benin); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	A23 Follow-up to treaty bodies A41 Constitutional and legislative framework A43 Human rights policies Affected persons: - children	Not Implemented
Theme: A24 Cooperation with special procedures			
131.39 Present a standing invitation to United Nations special rapporteurs, including the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, to visit Zambia (Republic of Korea); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	A24 Cooperation with special procedures D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D43 Freedom of opinion and expression S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
Theme: A27 Follow-up to Universal Periodic Review (UPR)			
129.13 Finalize an action plan to guide the implementation of all universal periodic review recommendations (South Africa); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	A27 Follow-up to Universal Periodic Review (UPR) Affected persons: - general	Not Implemented
Theme: A41 Constitutional and legislative framework			
129.1 Accelerate the process of domestication of international human rights instruments to which it is a party (Zimbabwe); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A12 Acceptance of international norms A22 Cooperation with treaty bodies A23 Follow-up to treaty bodies S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
130.1 Continue its efforts to incorporate and harmonize its internal national legislation with the main international human rights instruments in the most expeditious way (Chile); Source of position: A/HRC/37/14/Add.1 - Para. 2a	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
129.23 Adopt specific legislation to provide women with sufficient protection against all discriminatory practices (Lithuania); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	A41 Constitutional and legislative framework B31 Equality & non-discrimination F12 Discrimination against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - women	Not Implemented
129.42 Strengthen legislation on the prohibition of torture and improve conditions of detention in prisons (France); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D26 Conditions of detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not Implemented
129.41 Adopt as soon as possible a draft law introducing criminal responsibility for the use of torture by law enforcement officers (Russian Federation); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
131.79 Live up to the highest standards of international law by repealing or amending the criminal defamation clauses in its Penal Code (Lithuania); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
131.69 Improve and make clearer the legislation to support the freedom of assembly (Ireland); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D44 Right to peaceful assembly S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.5 Continue the efforts to widen the scope of the 1996 Bill of Rights to include economic, social and cultural rights (Republic of Korea); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	A41 Constitutional and legislative framework E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.4 Reform the Public Order Act and ensure that law enforcement agencies are instructed to uphold the Act without political bias (Norway); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	A41 Constitutional and legislative framework S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - general	Not Implemented
Theme: A42 Institutions & policies - General			
129.16 Implement the Seventh National Development Plan (2017–2020) in order to address the human rights challenges that it recognizes as pending (Cuba); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	A42 Institutions & policies - General A43 Human rights policies S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Implemented
Theme: A43 Human rights policies			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
129.56 Continue promoting the national human rights policies, especially in the field of economic, social and cultural rights, in order to improve the quality of life of its population, to alleviate the standard of living of the most vulnerable (Bolivarian Republic of Venezuela); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	A43 Human rights policies E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation E21 Right to an adequate standard of living - general S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - vulnerable persons/groups	Not Implemented
Theme: A45 National Human Rights Institution (NHRI)			
129.7 Grant sufficient means and resources to the National Human Rights Commission (Algeria); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	A45 National Human Rights Institution (NHRI) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Implemented
129.8 Provide the National Human Rights Commission with sufficient financial resources to carry out its activities more effectively (Guatemala); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	A45 National Human Rights Institution (NHRI) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Implemented
129.9 Consider ways to strengthen the National Human Rights Commission in line with the principles relating to the status of national institutions for the promotion and protection of human rights (the Paris Principles) (Australia); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	A45 National Human Rights Institution (NHRI) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Implemented
129.10 Strengthen the capacity of the National Human Rights Commission by allocating sufficient resources for its activities (Uganda); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	A45 National Human Rights Institution (NHRI) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Implemented
Theme: A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas)			
129.11 Adopt a national human rights action plan (Sudan); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.12 Expedite the formulation of a national action plan on human rights (Uganda); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.14 Adopt the national action plan on children (Benin); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not Implemented
Theme: A47 Good governance			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
129.49 Engage civil society, activists, non-governmental organizations and the media in dialogue to seek common ground on the draft Access to Information bill and governance issues, such as corruption (United States of America); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	A47 Good governance D43 Freedom of opinion and expression A41 Constitutional and legislative framework A61 Cooperation with civil society S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - media	Not Implemented
Theme: A51 Human rights education - general			
131.43 Utilize human rights training and education as a way to mainstream the promotion of the rights of women and children (Philippines); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	A51 Human rights education - general A52 Human rights education - in schools A53 Professional training in human rights A54 Awareness raising and dissemination S10 SDG 10 - inequality S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment F12 Discrimination against women Affected persons: - women - children	Not Implemented
Theme: A53 Professional training in human rights			
129.19 Continue its efforts to include human rights issues in the training programmes for military personnel and security personnel (Russian Federation); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	A53 Professional training in human rights S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - law enforcement / police officials	Not Implemented
Theme: A63 Budget and resources (for human rights implementation)			
131.107 Make efforts to reverse the downward budgetary allocations to the education and health sectors in order to meet the African thresholds on health and education, respectively set in the Abuja and Dakar Declarations (Namibia); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	A63 Budget and resources (for human rights implementation) E41 Right to health - General E51 Right to education - General S03 SDG 3 - health S04 SDG 4 - education Affected persons:	Partially Implemented
Theme: B31 Equality & non-discrimination			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
129.20 Intensify efforts on the development of a legal framework aimed at the elimination of discrimination based on sex, race, disability, status or any other ground (Ukraine); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	B31 Equality & non-discrimination A41 Constitutional and legislative framework S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - women - girls - migrants - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - Indigenous peoples - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI) - persons with disabilities - internally displaced persons - refugees & asylum seekers - vulnerable persons/groups - persons living with HIV/AIDS - persons living in poverty - persons living in rural areas - non-citizens - stateless persons - older persons - children in street situations	Not Implemented
129.24 Take the necessary measures to put an end to discrimination against those who are HIV-positive and those suffering from albinism (Burkina Faso); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	B31 Equality & non-discrimination A42 Institutions & policies - General S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - persons living with HIV/AIDS	Implemented
131.52 Promote non-discrimination and inclusion campaigns with particular focus on migrants and people with albinism (Mexico); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	B31 Equality & non-discrimination G4 Migrants S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - migrants - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Implemented
Theme: D21 Right to life			
129.38 Address the situation of persons with albinism, assuring them protection against attacks and killings (Portugal); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	D21 Right to life B31 Equality & non-discrimination G1 Members of minorities Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Implemented
129.39 Take vigorous measures to protect people suffering from albinism against the different forms of violence of which they are victims (Central African Republic); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	D21 Right to life B31 Equality & non-discrimination G1 Members of minorities Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
129.40 Strengthen national policies to ensure that persons with albinism are fully protected from attacks and implement awareness-raising programmes which also promote their social integration in rural areas (Sierra Leone); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	D21 Right to life B31 Equality & non-discrimination G1 Members of minorities A42 Institutions & policies - General A43 Human rights policies S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Implemented
Theme: D23 Death penalty			
131.61 Consider the abolition of the death penalty, in accordance with the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (Honduras); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially Implemented
131.62 Strengthen its efforts to abolish the death penalty in law (Mongolia); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework D1 Civil & political rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially Implemented
131.48 Take measures to introduce a de jure moratorium on executions and take concrete steps towards the abolition of the death penalty (Rwanda); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	D23 Death penalty D1 Civil & political rights - general measures of implementation A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially Implemented
131.49 Consider taking steps to establish a de jure moratorium with a view to abolishing the death penalty (Italy); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	D23 Death penalty D1 Civil & political rights - general measures of implementation A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially Implemented
131.50 Continue with the moratorium on the death penalty and continue making efforts towards abolishing it (Namibia); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	D23 Death penalty D1 Civil & political rights - general measures of implementation A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially Implemented
131.45 Take concrete steps towards the abolition of the death penalty (Norway); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	D23 Death penalty D1 Civil & political rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially Implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
131.46 Continue the public political debate to go from the current de facto abolition to the definitive abolition of the death penalty in the country (Spain); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	D23 Death penalty D1 Civil & political rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially Implemented
131.47 Endeavour to abolish the death penalty (South Africa); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	D23 Death penalty D1 Civil & political rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially Implemented
Theme: D27 Prohibition of slavery, trafficking			
131.85 Continue efforts to consolidate the rights of the child, protect them from sexual exploitation and combat trafficking in children and child marriage (Tunisia); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	D27 Prohibition of slavery, trafficking F33 Children: protection against exploitation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not Implemented
131.86 Strengthen the implementation of measures taken to fight against child labour and trafficking of children (Djibouti); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	D27 Prohibition of slavery, trafficking F33 Children: protection against exploitation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not Implemented
Theme: D43 Freedom of opinion and expression			
131.81 Guarantee that journalists and other media workers can carry out their work independently and without fear of persecution, including by reviewing its defamation laws to make sure they are in full compliance with international human rights law (Finland); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	D43 Freedom of opinion and expression A41 Constitutional and legislative framework A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - media	Not Implemented
131.74 Ensure media freedom by providing full editorial independence to publicly-owned media. Ensure the impartiality of the Independent Broadcasting Authority and enact legislation to facilitate access to information (Canada); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	D43 Freedom of opinion and expression A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - media	Not Implemented
131.78 Ensure that necessary reforms are undertaken to guarantee the effective protection of the rights to freedom of expression, assembly and association. This includes enacting without delay an expanded Bill of Rights and Access to Information Bill and ensuring that the Public Order Act is implemented objectively and with professionalism by the police (Sweden); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
131.68 Create and maintain, in law and in practice, an enabling environment that guarantees freedom of expression and peaceful assembly (Guatemala); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
131.72 Make efforts to ensure access to information of public interest to citizens and guarantee the rights of freedom of assembly (Paraguay); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
Theme: D44 Right to peaceful assembly			
131.67 Ensure that freedom of association and the right to peaceful assembly are respected and protected, to include promoting better implementation of the Public Order Act (United States of America); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
Theme: D45 Freedom of association			
131.71 Make the necessary legislative changes, including restricting the scope of the Public Order Act, to ensure the freedoms of association and expression are protected; and to ensure the police enforce these and other laws in a proportionate manner (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	D45 Freedom of association D43 Freedom of opinion and expression A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - media	Not Implemented
Theme: D51 Administration of justice & fair trial			
131.64 Raise the minimum age of criminal responsibility and provide adequate protection of child victims and witnesses of crime during trial (Slovenia); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	D51 Administration of justice & fair trial F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - children	Not Implemented
Theme: D7 Right to participation in public affairs and right to vote			
131.73 Guarantee respect for the rights of the opposition, in particular freedom of assembly and demonstration, the freedom of the press and the media, by making the necessary corrections to the Constitution, the electoral commission, the status of the parties, as well as to the legal framework on the maintenance of public order (France); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	D7 Right to participation in public affairs and right to vote A41 Constitutional and legislative framework D44 Right to peaceful assembly F32 Children: family environment and alternative care S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
131.70 Reform the current Public Order Act to include measures that fully uphold the rights to freedom of expression and peaceful assembly, making it more conducive to political participation by all Zambians and ensure that enforcement of the Act is consistent with Zambia's human rights obligations, including through training of its security forces (Canada); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	D7 Right to participation in public affairs and right to vote D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly A42 Institutions & policies - General A51 Human rights education - general S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
131.80 Engage in constructive dialogue and reconciliation with the main opposition party to diffuse lingering tensions from the August 2016 general election (United States of America); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	D7 Right to participation in public affairs and right to vote S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Theme: E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation			
129.25 Continue to promote economic and social sustainable development, raise people's standard of living and lay a solid foundation for the enjoyment of all human rights by its people (China); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation E21 Right to an adequate standard of living - general Affected persons: - general	Not Implemented
131.105 Strengthen public policies to address economic and social challenges, particularly in the area of health, such as access to drinking water (France); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation E26 Human Rights & drinking water and sanitation E41 Right to health - General S06 SDG 6 - water and sanitation S03 SDG 3 - health Affected persons: - general	Not Implemented
Theme: E51 Right to education - General			
129.70 Strengthen efforts to broaden access to education in accordance with the revised Education for All National Policy and increase allocations to the education sector (Pakistan); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	E51 Right to education - General A42 Institutions & policies - General S04 SDG 4 - education Affected persons: - general	Implemented
129.71 Pursue further reforms in the education sector to improve the availability, accessibility, affordability and quality of education for all (Brazil); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	E51 Right to education - General A42 Institutions & policies - General S04 SDG 4 - education Affected persons: - general	Implemented
129.72 Further ensure access to compulsory education and equal learning opportunities for all children (Indonesia); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	E51 Right to education - General A42 Institutions & policies - General S04 SDG 4 - education Affected persons: - children	Implemented
129.73 Make education reforms to increase the quality of education, make it more accessible and facilitate re-entry of adolescent mothers back to school (Kenya); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	E51 Right to education - General A42 Institutions & policies - General S04 SDG 4 - education Affected persons: - women - children - girls	Implemented
129.74 Continue its efforts to provide universal access to education (Mongolia); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	E51 Right to education - General A42 Institutions & policies - General S04 SDG 4 - education Affected persons: - general - women - children - girls	Implemented
129.75 Work to extend its efforts regarding free primary education to all (State of Palestine); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	E51 Right to education - General E52 primary education A42 Institutions & policies - General S04 SDG 4 - education Affected persons: - children	Implemented
131.106 Make primary education free throughout the territory (Central African Republic); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	E51 Right to education - General E52 primary education S04 SDG 4 - education Affected persons: - children	Implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
131.91 Set a minimum age for leaving school, which would provide incentives for addressing early marriage and child labour (Slovakia); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	E51 Right to education - General F31 Children: definition; general principles; protection F33 Children: protection against exploitation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not implemented
Theme: F31 Children: definition; general principles; protection			
129.81 Take all necessary measures to accelerate the adoption and implementation of the Marriage Bill (2015) to help end child marriage in Zambia (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	F31 Children: definition; general principles; protection A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not implemented
131.92 Set a minimum age for marriage under customary law, to be in line with the legal age of marriage determined by statutory law (Slovakia); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	F31 Children: definition; general principles; protection A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not implemented
129.78 Further strengthen the policies to protect children's rights (Georgia); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	F31 Children: definition; general principles; protection A42 Institutions & policies - General A43 Human rights policies S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not implemented
129.79 Include children's participation in formal consultative processes that require citizens' contributions (Slovakia); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	F31 Children: definition; general principles; protection A42 Institutions & policies - General A43 Human rights policies S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not implemented
131.108 Take measures to strengthen efforts to reduce infant and child mortality, including by focusing on preventative measures and treatment, improved nutrition and a structured vaccination process (Botswana); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	F31 Children: definition; general principles; protection E22 Right to food E41 Right to health - General S03 SDG 3 - health Affected persons: - children	Not implemented
129.80 Enhance protection of the rights of the child, including by abolishing child labour, combating malnutrition and shielding child perpetrators during detention (Norway); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	F31 Children: definition; general principles; protection E22 Right to food F33 Children: protection against exploitation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
131.102 Adopt and implement improvements to the legislation relating to children, in particular, increase the minimum age of criminal responsibility to an internationally acceptable level, address the high rate of child labour, prohibit the forced marriage of children, and end violence and sexual exploitation, including abuse, neglect and ill-treatment (Uruguay); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	F31 Children: definition; general principles; protection F33 Children: protection against exploitation A41 Constitutional and legislative framework A12 Acceptance of international norms D27 Prohibition of slavery, trafficking D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not implemented
129.82 Continue and strengthen efforts to prevent and eliminate child marriage (Maldives); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	F31 Children: definition; general principles; protection S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not implemented
129.83 Continue efforts to combat child marriage (Morocco); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	F31 Children: definition; general principles; protection S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not implemented
129.84 Take additional steps aimed at addressing the high rate of child marriage, including by fully implementing the national strategy aimed at reducing child marriage by 2021 (Namibia); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 129	Supported	F31 Children: definition; general principles; protection S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not implemented

Theme: F33 Children: protection against exploitation

131.88 Review the Employment of Young Persons and Children's Act with a view to including in its domestic labour and family-based enterprises and improve its data collection mechanisms on violations of the Act (Slovakia); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	F33 Children: protection against exploitation A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not implemented
131.84 Take appropriate steps to prohibit and combat child labour and the worst forms of exploitation of children (Senegal); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	F33 Children: protection against exploitation F31 Children: definition; general principles; protection S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not implemented
131.90 Modify its national and customary laws in order to prevent child, early and forced marriage (Sierra Leone); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	F33 Children: protection against exploitation F31 Children: definition; general principles; protection S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not implemented
131.89 Step up its efforts to bring an end to all forms of child labour (Timor-Leste); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	F33 Children: protection against exploitation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not implemented

Theme: F34 Children: Juvenile justice

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
131.65 Consider reviewing the legal age of criminal responsibility with a view to ensuring full protection for juveniles in conflict with the law (Bolivarian Republic of Venezuela); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	F34 Children: Juvenile justice A41 Constitutional and legislative framework D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not implemented
131.66 Raise the minimum age of criminal responsibility above 8 (Sierra Leone); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	F34 Children: Juvenile justice A41 Constitutional and legislative framework D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not implemented
Theme: H1 Human rights defenders			
131.82 Comply with its obligation under international law to guarantee that human rights defenders, journalists and activists can carry out their work independently and free from attacks, harassment or intimidation (Netherlands); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131 & A/HRC/37/14/Add. 1, para. 2b	Supported	H1 Human rights defenders A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - media - human rights defenders	Not implemented
Theme: A12 Acceptance of international norms			
131.6 Ratify, without reservation, the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights and take the necessary measures so as to commute the sentences of those under the death penalty (Mexico); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
131.9 Ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Sweden) (Togo); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
131.5 Ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Angola) (Montenegro); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131	Noted	A12 Acceptance of international norms D23 Death penalty D1 Civil & political rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
Theme: A41 Constitutional and legislative framework			
131.54 Adopt legislation that combats discrimination based on sexual orientation and gender identity and protects the rights of lesbian, gay, bisexual, and transgender persons (Honduras); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131	Noted	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented
131.93 Ensure country-wide implementation of the Marriage Act establishing the legal age for marriage as 21 years of age (Slovenia); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131	Noted	A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Theme: B31 Equality & non-discrimination			
131.55 Take steps to decriminalize homosexuality and promote respect for the principles of equality and non-discrimination against lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (France); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131	Noted	B31 Equality & non-discrimination A41 Constitutional and legislative framework S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented
131.56 Take actions aimed at putting an end to discrimination based on sexual orientation, beginning by eliminating the criminalization of consensual sexual relationships between adults of the same gender (Spain); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131	Noted	B31 Equality & non-discrimination A41 Constitutional and legislative framework S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented
131.94 Decriminalize same-sex relationships between consenting adults (Sweden); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131	Noted	B31 Equality & non-discrimination A41 Constitutional and legislative framework S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented
131.95 Repeal laws that criminalize same-sex conduct between adults and review all legislation, policies and programmes to foster equality and prevent discrimination on the basis of sexual orientation or gender identity (Canada); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131	Noted	B31 Equality & non-discrimination A41 Constitutional and legislative framework S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented
131.96 Decriminalize same-sex relationships between consenting adults and strengthen efforts to address inequality and discrimination based on sexual orientation and gender identity (Australia); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131	Noted	B31 Equality & non-discrimination A41 Constitutional and legislative framework S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented
131.97 As recommended during the universal periodic review in 2012, respect the rights and fundamental freedoms of lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons through the repeal of all norms that criminalize and stigmatize them (Argentina); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131	Noted	B31 Equality & non-discrimination A41 Constitutional and legislative framework S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented
131.98 Review and repeal the legislation that criminalizes consensual sexual behaviour between people of the same sex, and prohibit degrading practices imposed on people of the lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex community, such as forced anal examinations (Uruguay); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131	Noted	B31 Equality & non-discrimination A41 Constitutional and legislative framework S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented
Theme: D23 Death penalty			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
131.7 Formalize the abolition of the death penalty and accede to the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (Australia); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
131.8 Abolish the death penalty in law and ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (France); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
131.60 Legislate to remove the death penalty from its statute books and commute to custodial sentences those death sentences that have already been passed down (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
131.58 Abolish the death penalty (Central African Republic) (Paraguay) (Portugal); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
131.59 Take the necessary public and legislative steps in order to abolish the death penalty (Ukraine); Source of position: A/HRC/37/14 - Para. 131	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially Implemented

¹ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Zambie, doc. ONU A/HRC/37/14, 9 janvier 2018, et Additif, doc. ONU A/HRC/37/14/Add.1, 16 mars 2018.

² Mission de haut niveau en Zambie, Amnesty International, mars 2022.

³ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Zambie, op. cit., recommandation 131.106 (République centrafricaine).

⁴ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Zambie, op. cit., recommandations 129.38 (Portugal), 129.39 (République centrafricaine), 129.40 (Sierra Leone), 129.86 (Irak).

⁵ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Zambie, op. cit., recommandations 131.1-131.111 (Lituanie, Maurice, Guatemala, Italie, Angola, Mexique, Australie, France, Suède, Togo, Espagne, Arménie, Bénin, Inde, Botswana, Irak, Burkina Faso, Slovaquie, Rwanda, Congo, Chili, Honduras, Ghana, Indonésie, Danemark, Géorgie, Ouganda, Portugal, Tchad, Mongolie, Azerbaïdjan, Côte d'Ivoire, République de Corée, Nigéria, Afrique du Sud, Philippines, Kenya, Norvège, Madagascar, Pays-Bas, République centrafricaine, Paraguay, Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Monténégro, Slovaquie, République bolivarienne du Venezuela, Sierra Leone, États-Unis d'Amérique, Canada, Irlande, Finlande, Brésil, Sénégal, Tunisie, Djibouti, Timor-Leste, Argentine, Maldives, Uruguay, Allemagne et Namibie).

-
- ⁶ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Zambie, op. cit., recommandations 131.67-68 (États-Unis d'Amérique, Guatemala), 131.70 (Canada), 131.72-73 (Paraguay, France) et 131.78 (Suède).
- ⁷ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Zambie, op. cit., recommandation 131.79 (Lituanie).
- ⁸ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Zambie, op. cit., recommandation 131.70 (Canada).
- ⁹ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Zambie, op. cit., recommandation 131.39 (République de Corée).
- ¹⁰ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Zambie, op. cit., recommandation 129.5 (République de Corée).
- ¹¹ Zambie, Loi sur la cybersécurité et la cybercriminalité, 2021, <https://www.parliament.gov.zm/sites/default/files/documents/acts/Act%20No.%202%20of%202021The%20Cyber%20Security%20and%20Cyber%20Crimes.pdf>.
- ¹² IT Web, "Zambia's President agrees to reconsider cyber security laws" (Le président zambien accepte de revenir sur les lois sur la cybersécurité), 16 mai 2022, <https://itweb.africa/content/GxwQD71DVkYvIPVo>.
- ¹³ Zambia Law Development Commission, *Review of the Penal Code Act, Chapter 87 of the Laws of Zambia and the Criminal Procedure Code Act, Chapter 88 of the Laws of Zambia*, 16 février 2022, <https://www.zambialawdevelopment.org/download/reportreview-of-the-penal-code-act-chapter-87-of-the-laws-of-zambia-and-the-criminal-procedure-code-chapter-88-of-the-laws-of-zambia/>.
- ¹⁴ Ceux-ci incluent le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui vise à l'abolition de la peine de mort, le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.
- ¹⁵ Lusaka Times, "Chishimba Kambwili arrested for defamation of President Lungu" (Chishimba Kambwili arrêté pour diffamation contre le président Edgar Lungu), 29 août 2019, <https://www.lusakatimes.com/2019/08/28/chishimba-kambwili-arrested-for-defamation-of-president-lungu/>.
- ¹⁶ Mail & Guardian, "This is how Hichilema is undermining democracy in Zambia" (Voici comment Hichilema affaiblit la démocratie en Zambie), 28 mars 2022, <https://mg.co.za/africa/2022-03-28-this-is-how-hichilema-is-undermining-democracy-in-zambia/>.
- ¹⁷ Lusaka Times, "Zambia Police Arrest and Charge Nakachinda for Defamation of the President... Again" (Nakachinda de nouveau arrêté par la police zambienne et inculpé de diffamation envers la personne du président), 13 janvier 2022, <https://www.lusakatimes.com/2022/01/13/zambia-police-arrest-and-charge-nakachinda-for-defamation-of-the-president-again/>.
- ¹⁸ Lusaka Times, "Chilufya Tayali Charged for publishing defamatory remarks against the President on his Facebook page" (Chilufya Tayali inculpé pour avoir publié des propos diffamatoires envers le président sur sa page Facebook), 21 mai 2022, <https://www.lusakatimes.com/2022/05/21/police-in-lukulu-formally-charge-chilufya-tayali-with-the-offence-of-defaming-the-president/>.
- ¹⁹ Zambia National Broadcasting Corporation (ZNBC), "RDZ President Sampa Suspended" (Suspension de Brian Sampa, président de la RDZ), 29 mai 2021, <https://www.znbc.co.zm/news/rdaz-president-sampa-suspended/>.
- ²⁰ Zambian Observer, "Govt Fires Resident Doctors Association of Zambia President Dr. Sampa" (Le gouvernement licencie le Dr Sampa, président de l'Association des médecins résidents de Zambie), 7 juin 2021, https://zambianobserver.com/govt-fires-resident-doctors-association-of-zambia-president-dr-sampa/?utm_source=ground.news&utm_medium=referral.
- ²¹ Mwebantu, "Police to arrest doctors who attended a Zoom meeting with suspended RDZ President Dr. Brian Sampa" (La police va arrêter les médecins qui ont assisté à une réunion Zoom avec le Dr Brian Sampa, président suspendu de la RDZ) 30 mai 2021, <https://www.mwebantu.com/police-to-arrest-doctors-who-attended-a-zoom-meeting-with-suspended-rdaz-president-dr-brian-sampa/>.
- ²² Zambian Eye, "Prime Television Faces Closure" (Prime Television risque la fermeture), 9 octobre 2017, <https://zambianeye.com/prime-television-faces-closure/>.
- ²³ News Diggers, "IBA Cancels Prime TV License" (L'IBA annule la licence de Prime TV), 9 avril 2020, <https://diggers.news/local/2020/04/09/iba-cancels-prime-tv-license/>.
- ²⁴ News Diggers, "IBA Reinstates Prime's TV License" (L'IBA rend sa licence à Prime TV), 18 août 2021, <https://diggers.news/local/2021/08/18/iba-reinstates-prime-tvs-license/>.
- ²⁵ AllAfrica, "Zambia's Democracy Is Still Under Attack" (La démocratie zambienne continue de subir des attaques), 22 mars 2022, <https://allafrica.com/stories/202203220652.html>.

-
- ²⁶ News Diggers, “PF cadres storm Power FM, interrupt Kambwili’s programme” (Des cadres du PF prennent d’assaut la station Power FM et interrompent le programme de Kambwili), 30 avril 2019, <https://diggers.news/local/2019/04/30/pf-cadres-storm-power-fm-interrupt-kambwilis-programme/>.
- ²⁷ Lusaka Times, “PF cadres attack Kambwili during a live radio interview on Power FM” (Des cadres du PF attaquent Kambwili lors d’une interview radiophonique en direct sur Power FM), 30 avril 2019, <https://www.lusakatimes.com/2019/04/30/pf-cadres-attack-kambwili-during-a-live-radio-interview-on-power-fm/>.
- ²⁸ Africa Press, “UPND cadres storm Mpika FM radion station, order a stop to a programme featuring PF MP” (Des cadres de l’UPND attaquent la station de radio Mpika FM et donnent l’ordre d’arrêter un programme accueillant un député PF), 4 décembre 2021, <https://www.africa-press.net/zambia/all-news/upnd-cadres-storm-mpika-fm-radion-station-order-a-stop-to-a-programme-featuring-pf-mp>.
- ²⁹ Lusaka Times, “Police cancels UPND Kanyama rally because Lusaka is unstable” (La police annule le rassemblement de l’UPND à Kanyama en raison de l’instabilité qui règne à Lusaka), 26 mars 2017, <https://www.lusakatimes.com/2017/03/26/police-cancels-upnd-kanyama-rally-lusaka-unstable/>.
- ³⁰ IOL, “Man killed in clashes between Zambia opposition, police” (Un homme est mort lors d’affrontements entre l’opposition et la police zambiennes), 3 avril 2017, <https://www.iol.co.za/news/africa/man-killed-in-clashes-between-zambia-opposition-police-8474825>.
- ³¹ QFM, “TI-Z Condemns Kaumbwe Political Violence” (Transparency International Zambia condamne les violences politiques qui se sont produites à Kaumbwe), 19 octobre 2021, <https://www.qfmzambia.com/2021/10/19/ti-z-condemns-kaumbwe-political-violence/>.
- ³² News Diggers, “Incidents of violence during Kabwata by-election worry CCMG” (Le CCMG s’inquiète des violences qui ont eu lieu durant l’élection partielle à Kabwata), 7 février 2022, <https://diggers.news/local/2022/02/07/incidents-of-violence-during-kabwata-by-election-worry-ccmg/>.
- ³³ Commission des droits de l’homme de Zambie (HRC), “Human Rights Commission welcomes President Hichilema’s statement that the Government was working towards abolishing the death penalty by law in Zambia” (La Commission des droits de l’homme se réjouit de la déclaration du président Hakainde Hichilema affirmant que le gouvernement travaillait à l’abolition légale de la peine de mort en Zambie), 26 mai 2022, <http://www.hrc.org.zm/index.php/multi-media/news/405-human-rights-commission-welcomes-president-hichilema-s-statement-that-the-government-was-working-towards-abolishing-the-death-penalty-by-law-in-zambia>.
- ³⁴ ZNBC, “Criminals Wounds 2-Year-Old Albino Girl” (Des criminels blessent une enfant albino de 2 ans), 12 juin 2021, <https://www.znbc.co.zm/news/criminals-wound-2-year-old-albino-girl/>.
- ³⁵ Zambia Daily Mail, “Albino’s Finger Chopped Off” (Un albino se fait trancher un doigt), 21 juillet 2021, <http://www.daily-mail.co.zm/albinos-finger-chopped-off/>.
- ³⁶ QFM, “An albino boy has had the forefinger on his left hand brutally chopped-off” (L’index gauche d’un garçon albino brutalement tranché), 25 juin 2022, <http://www.qfmzambia.com/2022/06/27/an-albino-boy-has-had-the-forefinger-on-his-left-hand-brutally-chopped-off/>.
- ³⁷ Rapport du Groupe de travail sur l’Examen périodique universel : Zambie, op. cit., recommandation 131.70 (Canada).
- ³⁸ Human Dignity Trust, “Release two Zambian men sentenced to 15 years imprisonment for same-sex activity; reform discriminatory laws – urges HDT” (HDT exhorte à la libération de deux Zambiens condamnés à 15 ans de prison pour relations homosexuelles et à la réforme des lois discriminatoires), 12 décembre 2019, <https://www.humandignitytrust.org/news/release-two-zambian-men-sentenced-to-15-years-imprisonment-for-same-sex-activity-reform-discriminatory-laws-urges-hdt/>.
- ³⁹ Washington Blade, “Zambia president pardons gay couple sentenced under colonial-era sodomy law” (Le président zambien gracie un couple gay condamné au titre de la Loi contre la sodomie datant de l’époque coloniale), 29 mai 2020, <https://www.washingtonblade.com/2020/05/29/zambia-president-pardons-gay-couple-sentenced-under-colonial-era-sodomy-law/>.
- ⁴⁰ Lusaka Times, “I have been against Gayism and that stance has never changed-HH” (J’ai toujours été contre l’homosexualité et cette position n’a jamais changé, déclare Hakainde Hichilema), 30 mai 2022, <https://www.lusakatimes.com/2022/05/30/i-have-been-against-gayism-and-that-stance-has-never-changed-hh/>.
- ⁴¹ iHarare, “No Gay Rights For Us, We Are A Christian Nation:Zambia’s New Govt” (Le nouveau gouvernement zambien déclare : Pas de droits pour les homosexuels chez nous, nous sommes une nation chrétienne), 18 septembre 2021, <https://iharare.com/no-gay-rights-for-us-we-are-a-christian-nation-zambias-new-govt/>.